

UNION EUROPÉENNE. Les Européens durcissent le ton vis-à-vis d'Athènes.

Grèce : il faut obéir ou sortir

Un sommet se tiendra dimanche sur la prolongation des aides. En cas d'échec, une aide humanitaire accompagnerait Athènes vers la sortie de l'euro. En attendant, les banques resteront fermées jusqu'à lundi.

De « rencontres de la dernière chance » en « sommets historiques », la perspective que la Grèce sorte de la zone euro menace chaque jour un peu plus. La France était l'un des derniers pays, mardi soir au Sommet de l'Eurozone, à affirmer « travailler pour parvenir à maintenir Athènes dans la zone euro ». La plupart des autres nations qui comptent se sont dites lassées, voire scandalisées de voir arriver à la table des négociations un ministre des Finances grec qui n'a même pas fait semblant de présenter un plan de sortie de crise.

Tsipras promet...

Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, a fait profil bas, hier au Parlement



Jean-Claude Juncker, président de la Commission de Bruxelles. Photo AFP

européen à Strasbourg, en promettant de « nouvelles propositions concrètes de réformes crédibles » pour ce jeudi. Donald Tusk, le président polonais du Conseil européen a prévenu : cette fois, ce sera la dernière. « C'est vraiment l'heure décisive et finale pour la Grèce comme pour nous », a-t-il lancé, soulignant que « sans unité nous allons nous réveiller dans quatre jours dans une Europe différente ».

Tsipras espérait revenir devant ses pairs européens fort de 61 % de votes non à son référendum. Cette force est devenue une faiblesse vis-à-vis de ses compatriotes, car le référendum n'a pas changé la réalité, et ce sera dur à expliquer aux Grecs. L'Europe, qui les tient depuis des années à bout de bras, réclame plus que jamais le colmatage du Tonneau des Danaïdes dans lequel elle a versé l'argent de ses contribuables. Pour obtenir les

nouvelles aides qu'il a réclamées hier, Alexis Tsipras ne coupera pas à une hausse de la TVA et à l'arrêt des départs à la retraite à 56 ans, qui sont devenus une règle (non écrite) dans la fonction publique notamment. Il parle désormais d'une réforme fiscale « rapide » pour taxer enfin l'Église orthodoxe, plus riche propriétaire foncier du pays, et les armateurs. Mais cela fait cinq mois qu'il est au pouvoir sans avoir touché à leurs privilégiés...

Bref, la balle est dans le camp grec. Même le plus solide allié d'Alexis Tsipras, François Hollande, l'admet quand il demande à Athènes des « propositions sérieuses, crédibles ».

Pour la première fois, le président français a évoqué mardi soir (sans prononcer le mot) un Grexit : « S'il n'y avait pas d'accord, il y aurait forcément la recherche d'une autre option, la France est obligée d'envisager cette option. »

Manuel Valls a tenu un discours plus orienté sur le

maintien de la Grèce dans la zone euro, hier à l'Assemblée. Mais le Premier ministre n'assiste pas aux Sommets européens...

Vers une « aide humanitaire » ?

Un nouveau Sommet – à 28 – est prévu dimanche. En cas de désaccord, il pourrait engager un Grexit qui ne dirait pas son nom, en accordant « une aide humanitaire » qui permette aux banques de rouvrir (elles resteront fermées jusqu'à lundi au moins) et aux Grecs de respirer un peu. Le président du Parlement européen, Martin Schulz (social-démocrate), a lancé en premier l'idée d'aide humanitaire, avant même le résultat du référendum. Le président (libéral) du Conseil européen lui a emboîté le pas hier.

C'est bien un ultimatum qu'ont lancé les Européens à la Grèce. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils semblent prêts à allonger quelques milliards de plus pour aider au divorce.

PATRICK FLUCKIGER

QUESTIONS À

Le Grexit est possible ? « Le Grexit n'est ni souhaité, ni souhaitable, mais il est devenu moins improbable. La situation a énormément changé en une semaine. Le système financier grec s'est détérioré, l'économie grecque est en chute libre, et Alexis Tsipras a réussi son pari politique. Cela lui donne une main plus forte dans la négociation, mais aussi l'autorité pour faire accepter un accord. Enfin, la question du réaménagement de la dette grecque est maintenant sur la table. »

Pourquoi avoir attendu si longtemps pour en parler, contre toute évidence ?

« L'évidence, c'est que les Grecs ne sont pas en mesure d'honorer cette dette dans les conditions auxquelles elle a été souscrite. Beaucoup préféraient en parler plus tard, pour des raisons tactiques, mais le revirement



PASCAL LAMY

Président d'honneur de l'Institut Jacques Delors

« Il faut un plan Marshall pour la Grèce »

du FMI a changé la donne... Il faut bien comprendre le changement : nous allons devoir maintenant lancer en urgence un programme plus important pour réanimer l'économie grecque, avec des réformes plus profondes et plus larges, et donc parler aussi de la dette. C'est un plan de long terme, à cinq ou dix ans, comme un plan Marshall de remise en fonctionnement d'un pays dévasté par une guerre. »

Vous parlez de tactiques. Ne faut-il pas regretter des postures politiques ?

« C'est effectivement un problème, mais il est incontournable, car tout accord devra

passer devant les parlements nationaux : grec, mais aussi allemand, français... Et les opinions européennes, y compris l'opinion française, sont devenues plus réticentes à un geste supplémentaire pour les Grecs. Cela rend la solution politiquement plus difficile. »

La France et l'Allemagne paraissent diverger. C'est inquiétant ?

« C'est inévitable. Les cultures sont différentes : en allemand, dette se dit « Schuld », soit « faute », « péché »... Comme souvent en Europe, c'est au milieu des deux positions de la France et de l'Allemagne

que se trouve la solution : plus de discipline, côté allemand, et plus de solidarité, côté français. »

Dans cette crise, l'Europe montre qu'elle est à bout de souffle ?

« Non, mais l'ancienne combinaison de solidarité et de responsabilité, à la base du projet, ne suffit plus. Il faut davantage de disciplines communes, ce qui suppose davantage d'érosion des souverainetés nationales, avec l'accord des opinions publiques, dont le soutien à la construction européenne s'est affaissé et davantage de solidarité... C'est l'équation européenne du moment pour la zone euro. Mais nous devons aller dans cette direction, si nous voulons préserver l'identité européenne dans un monde qui continue de se globaliser. »

RECUEILLI PAR FRANCIS BROCHET

Tourisme en chute

Les réservations de dernière minute ont diminué de 30 % depuis l'annonce du référendum, s'est alarmé hier le représentant de la confédération du tourisme grec, Alexandre Lamnidis. Ces réservations de dernière minute représentent 20 % des réservations. « Dans le cas où on trouve un accord dans la semaine, les affaires vont continuer, dans le cas contraire, et si la situation perdure encore deux ou trois semaines, nous pensons que nous allons avoir des problèmes, notamment d'approvisionnement », a-t-il ajouté.

Le secteur touristique représente entre 15 et 20 % du PIB grec. En 2014, 24 millions de touristes, un record, ont visité la Grèce et rapporté au pays 13,5 milliards d'euros.